
INITIATIVES TOUS AZIMUTS DU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN

Elles confirment le modèle de pluralisme et d'économie mixte choisi par la révolution sandiniste.

CAFE: UNE BONNE RECOLTE

Le Nicaragua pense atteindre cette année les objectifs de production qu'il s'était fixé.

LAISSER FAIRE LA NATURE

Que faire des millions d'arbres de la forêt tropicale dense arrachés par l'ouragan ?

AMERIQUE CENTRALE: FAIRE BLOC FACE AU RETARD ECONOMIQUE

Orlando Nuñez, représentant du Nicaragua au sein de la Commission Sandford, aborde pour l'ANN la problématique de l'économie centraaméricaine et ses perspectives. Il évoque également les politiques agricoles au Nicaragua.

EL SALVADOR :

PROPOSITION DE PAIX DU FMLN

La dernière proposition du FMLN aux autorités salvadoriennes contient des éléments nouveaux qui lui donnent un caractère historique. Nous vous en offrons le texte intégral.

ENTRETIEN AVEC LE COMMANDANTE V. SALVATIERRA (FMLN)

Le gouvernement du Salvador acceptera-t-il la proposition du FMLN qui laisse enfin entrevoir une issue à la guerre ?

60P 11481

INITIATIVES TOUS AZIMUTS DU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN

par Xavier Reyes.

Managua, jav, (ANN). Au moment où Georges Bush recevait l'investiture, les dirigeants révolutionnaires du Nicaragua ont pris l'initiative d'une nouvelle offensive politique. La ratification des élections pour le mois de novembre 1990, l'appel lancé à l'ensemble des producteurs du pays pour une concertation sur les questions économiques et la proposition faite à la nouvelle Administration étatsunienne de rétablir les relations bilatérales, n'ont rencontré qu'un écho prudent auprès de l'opposition et de ses médias.

Une récente initiative du gouvernement ouvre une possibilité réelle que s'établissent de nouvelles relations entre l'Etat et le secteur privé. Des rencontres sont en cours entre de hauts fonctionnaires et les représentants de différentes branches de l'entreprise privée, afin de trouver des solutions aux problèmes importants de l'économie nicaraguayenne. Mais, selon des sources gouvernementales, cette grande concertation ne se limitera pas au secteur privé et aura lieu également avec les travailleurs.

Par ailleurs le 20 janvier, le père Miguel d'Escoto, ministre des Relations extérieures, a invité le chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Managua, John Leonard, et lui a fait part de la décision officielle du gouvernement nicaraguayen de lever les restrictions prises en juillet 1988, après la découverte du plan de déstabilisation mené par l'ambassadeur de l'époque, Richard Melton, et qui limitent l'entrée sur le territoire du personnel diplomatique étatsunien.

Le même jour, le président Daniel Ortega a envoyé une lettre aux sept partis politiques représentés au parlement les invitant à présenter une liste de candidats au conseil électoral suprême.

Cet organisme, chargé d'organiser et de diriger le processus électoral, sera composé de cinq magistrats dont les noms devront être ratifiés par l'Assemblée nationale sur proposition du président de la République. Selon la constitution, l'opposition a droit à deux sièges.

En 1990, le Nicaragua élira son président, les députés à l'Assemblée nationale, les membres des conseils régionaux des régions autonomes ainsi que les conseillers municipaux. La lettre envoyée par D. Ortega constitue un message clair à l'opposition: les élections auront lieu en 1990, et le modèle de pluralisme et d'économie mixte se maintiendra, quoiqu'il advienne dans les relations avec les Etats-Unis. A tout point de vue, la confirmation des élections signifie une consolidation de la démocratie sandiniste. L'histoire n'offre que peu d'exemples d'une révolution triomphante qui maintienne le pluralisme alors qu'elle soutient une guerre depuis huit ans avec le pays le

plus puissant du monde et qu'aucun accord politique n'est prévisible à terme. Le Nicaragua continue d'être le "laboratoire" de l'Amérique latine: cette révolution authentique, aux racines propres et capable de continuer à s'affirmer au milieu des plus grands dangers, représente désormais la lumière au bout du tunnel pour des millions de Latino-américains.

CAFE: UNE BONNE RECOLTE

par Vilma Gutierrez

Managua, 17 janv. (ANN). La cueillette du café de la campagne agricole 88/89 se déroule de la meilleure façon puisqu'elle a déjà été effectuée à 43 %, selon José Buitrago, président de la Commission nationale du café (Concafé).

Dans une entrevue accordée à l'ANN, J. Buitrago a expliqué que la récolte est plus avancée cette année que l'an dernier à la même époque, ce qui veut dire que l'objectif de production fixé pour ce cycle agricole est en bonne voie de réalisation. Les producteurs pensent cueillir 44'220 tonnes de grains "or". 18'900 tonnes ont déjà été ramassées, dont 65 % dans la région de Matagalpa-Jinotega (au nord) qui est traditionnellement la plus productive.

J. Buitrago a informé, non sans satisfaction, que la qualité du grain s'annonce bonne. 94 % correspond aux normes de l'exportation, si bien que des le mois de décembre, 1'225 tonnes de café nicaraguayen ont été mises sur le marché international.

Le président de Concafé a signalé que "des mesures ont été prises au niveau international pour créer un "front commun" en matière de prix, mesures qui ont été récemment examinées à Tegucigalpa (Honduras) lors d'une réunion des pays producteurs à laquelle a participé le Nicaragua. Ce dernier est très favorable à l'idée de constituer ce "front commun" qui permettrait d'unir les pays centraméricains et de gagner, en particulier pour lui, une meilleure position dans les négociations sur les quotas internationaux.

J. Buitrago a rappelé que l'ouragan a peu affecté les plantations mais qu'il a par contre endommagé les infrastructures, qui ont commencé à être réparées en urgence par des brigades du ministère de la construction. Les chemins sont maintenant en assez bon état pour permettre l'acheminement des sacs vers les centres de stockage puis vers les lieux de traitement du grain. Les principaux problèmes auxquels s'est heurtée cette campagne et qui ont gêné son déroulement ont trait à la question des crédits accordés aux producteurs, au prix élevé des intrants et du matériel technique, conséquence du blocus exercé par les Etats-Unis. Par ailleurs, le parasite du café,

même s'il ne constitue pas pour l'instant un véritable danger, exige cependant une certaine surveillance afin d'éviter qu'il ne se propage dans d'autres zones.

Concafé est en train d'élaborer un "plan national pour le développement de la culture du café" qui permettra de repérer plus clairement les problèmes qui affectent ce secteur afin de prévoir des objectifs et des stratégies destinées à les résoudre.

Ce plan reposera sur les institutions gouvernementales concernées par la culture du café, entre autres le ministère de l'Agriculture, celui de la construction et le système bancaire, ainsi que sur les organisations professionnelles comme l'association des travailleurs de l'agriculture (ASTC) et l'Union des agriculteurs et éleveurs (UNAG).

J. Buitrago a lancé un appel à tous les producteurs des entreprises d'Etat ou privées pour qu'ils contribuent à l'enrichissement de ce plan, qui sera présentée en février au Conseil national de la planification pour examen.

La cueillette du café entraîne chaque année une grande mobilisation de lycéens, d'étudiants (qui sont en période de grandes vacances) et de travailleurs qui abandonnent leurs activités pour partir dans les zones de production. On estime qu'au plus fort de la récolte, ils sont environ 122'000, soit 15,3 % de la population active. Selon des sources officielles, le café rapportera cette année à peu près 100'000 millions de dollars, c'est-à-dire 50 % de la recette des exportations agricoles.

LAISSER FAIRE LA NATURE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 23 janv. (ANN). Mieux vaut laisser la nature régénérer la forêt détruite après le passage de l'ouragan: telle est la conclusion d'un groupe d'experts en ressources naturelles, dont nous a fait part, au cours d'une entrevue accordée à l'ANN, J. Delgadillo, responsable du secteur forestier à la direction des Ressources naturelles et de l'environnement (IRENA).

Il estime, en accord avec les experts nationaux et étrangers, que "la biomasse forestière affectée par l'ouragan d'environ 65 millions de mètres cube, dont 8,7 millions de bois commercialisable."

Le groupe d'experts a eu pour mission d'évaluer à court terme (de janvier à mars 89) et à moyen terme (de 1988 à 1991) les possibilités d'extraction, de transport, de transformation et de commercialisation des arbres abattus, afin d'en étudier l'intérêt économique pour le pays.

Ces spécialistes de l'environnement appartenant à diverses institutions nationales ont eu également pour tâche de fixer des directives pour l'avenir du patrimoine forestier affecté. Analyse faite des limites et des difficultés, ils sont arrivés à la conclusion qu'il est impossible de reboiser la zone dévastée, et qu'il faut laisser le travail de régénération se faire naturellement, ce qui prendra environ 25 ans.

Compte-tenu des conditions climatiques et de la nature des sols dans ces régions du centre-sud et de la Côte atlantique, l'extraction du bois exploitable semble exclue. Ainsi que l'explique J. Delgadillo, une grande partie de la zone sinistrée présente des sols fragiles de par leur structure, leur topographie et leur drainage, des précipitations fortes (entre 3000 et 4500 mm par an), avec une brève saison sèche, de deux à trois mois, ce qui limite la durée des opérations.

De plus, pour pouvoir inventorier et localiser précisément le bois exploitable sur une surface d'un demi-million d'hectares, il est indispensable de prendre des photographies aériennes. Mais, bien que le matériel soit disponible, la densité des nuages n'a pas permis de le faire. Ce travail doit s'accompagner d'une reconnaissance du terrain, mais l'enchevêtrement des arbres arrachés est impénétrable. Même dans les zones périphériques, une heure est nécessaire pour avancer d'un kilomètre...

Il est probable que beaucoup d'arbres, dans leur chute sous l'effet de vents violents, ont souffert dans leur structure même, dans leurs qualités physiques et mécaniques, ce qui les rend inexploitable à la coupe et dans l'industrie. Il est impossible d'évaluer ces dommages, et donc risquer d'investir dans l'extraction de ces bois.

"Le réseau de communication existant, aussi bien terrestre que fluvial, ne permet pas d'atteindre le coeur de la région touchée, là où pourrait se trouver un volume appréciable de bois", ajoute J. Delgadillo.

Pour toutes ces raisons, et compte-tenu de la faiblesse des ressources nationales, les experts ont conclu à la nécessité d'élaborer un "plan d'urgence pour les forêts", sous la responsabilité d'IRENA et du ministère de l'Agriculture, envisageant de laisser se régénérer naturellement la zone boisée abîmée.

Ce plan prévoit une planification du secteur forestier au niveau national, et la poursuite des projets d'exploitation forestière antérieurs à l'ouragan, tel celui de production de xylo-énergie à partir de la biomasse dépourvue de valeur industrielle en charbon ou en bois de chauffage. Afin de prévenir les incendies, le projet conseille de soumettre la région à "une surveillance et une protection forestière totale et à une récupération des plants issus du futur reboisement naturel." En même temps que la gestion de l'assistance technique et financière internationale, il est prévu d'associer la population aux efforts pour prévenir et combattre les incendies.

Enfin, le plan d'urgence prévoit le développement de la forêt en dehors de la région touchée par l'ouragan. Le Nicaragua compte en effet suffisamment de terres à vocation forestière propices à des programmes de reboisement, intéressants sur le plan industriel.

La décision de laisser faire la nature et de ne pas procéder à l'extraction du bois tombé, d'une rentabilité peu sûre, est la meilleure que le gouvernement puisse prendre, de l'avis de J. Delgadillo, qui ajoute cependant: "Si une entreprise étrangère ou nicaraguayenne privée, veut se lancer dans l'extraction, qu'elle le fasse pour son compte, et à ses risques, à partir d'études réalisées par elle-même".

AMERIQUE CENTRALE : FAIRE BLOC FACE AU RETARD ECONOMIQUE

par Jorge Sampson

Managua, 21 janvier (ANN). "En ce qui concerne l'intégration économique, l'Amérique centrale est en retard par rapport aux pays plus importants qui ont déjà constitué des blocs. Nous le savons, mais il nous reste à perfectionner les mécanismes. Nous devons prendre conscience que si le bloc économique que forment pour l'instant les pays centraméricains n'est pas viable, chaque pays l'est encore moins s'il reste isolé" a expliqué, au cours d'une entrevue accordée à l'ANN, Orlando Nuñez, membre de la Commission internationale pour le redressement et le développement de l'Amérique centrale, plus connue sous le nom de Commission Sandford (voir note).

Orlando Nuñez signale en effet que selon des sondages effectués par la commission, "la CEE, les grands financiers japonais, les consortiums des Etats-Unis et les organismes financiers internationaux sont d'accord pour offrir des capitaux à l'Amérique centrale afin de l'aider à se développer, mais toujours sur la base d'une intégration régionale".

"Nous vivons de subventions, et non seulement nous, les Nicaraguayens, désignés comme les méchants, mais aussi les alliés des Etats-Unis, comme le Costa Rica ou le Honduras. Ceux-ci ont vendu à terme la révolution sandiniste aux Etats-Unis, et c'est ainsi qu'ils ont réussi à survivre. Mais maintenant qu'ils n'ont pas réussi à livrer le cadavre, les subventions vont diminuer terriblement et il vont avoir de gros problèmes".

Selon la Commission Sandford, les origines de la crise résident dans l'épuisement du modèle économique fondé sur l'agro-exportation qui a commencé à se faire sentir vers 1975.

Mais deux autres éléments frappent durement les pays centraméricains. "Depuis dix ans, le monde connaît une révolution technologique, en particulier dans les deux grands secteurs de nos économies: l'agriculture et l'élevage.

Nous avons pris un retard immense parce que nous n'avons pas eu accès à ces nouvelles technologies. Par ailleurs, le marché mondial est saturé de nos produits traditionnels d'exportation. Cela signifie que non seulement nous avons des difficultés pour produire, mais encore pour commercialiser. Du fait que nos marchés intérieurs sont très étroits, c'est depuis vingt ans, en réalité, que l'intégration économique régionale aurait dû se faire".

C'est pourquoi la première action proposée par la Commission Sandford est la création du marché commun centraméricain. "En Amérique centrale, les gens ont conscience que les pays plus grands et puissants forment des blocs pour résister à la crise des marchés. De plus, il y a des projets ou des capitaux qui, de par leur importance, ne peuvent concerner un seul pays et ne seraient rentables que pour l'ensemble de la région: pour prendre un exemple, un port en eau profonde pourrait être une plaque tournante pour les importations et les exportations régionales.

Mais il y a de gros problèmes politiques. Si nous voulons restructurer l'agriculture, nous devons mener une réforme agraire dans tous les pays, et, pour réforme agraire, on aboutit à une situation sociale explosive, il y en a toujours pour penser que l'intégration régionale est subversive. En fait, c'est tout le contraire. Nous devrions spécialement aider les petits et moyens producteurs, mais c'est également subversif. Même Esquipulas II est subversif. En réalité c'est beaucoup plus dangereux de ne rien faire".

Revenant sur le cas spécifique du Nicaragua, O. Nuñez a reconnu que la saturation des marchés a affecté plusieurs productions agricoles, mais surtout le coton et le sucre. "Désormais nous ne nous obstinons plus à produire ce que nous ne pouvons pas vendre. Si à une certaine époque, au début de la révolution, nous semions du coton sur 140'000 hectares, nous avons maintenant réduit cette surface des trois quarts, ce qui nous permet de continuer à nous maintenir sur le marché mondial et de préserver l'infrastructure et la main d'oeuvre. Nous expérimentons d'autres cultures: le tournesol, le soya, la palme africaine, le sésame. Mais nous devons changer la mentalité des paysans, et faire qu'ils aiment cultiver ces plantes, qui poussent sur les mêmes terrains que le coton.

En ce qui concerne le sucre, la majeure partie de la production, environ 70 %, est destinée à la consommation intérieure. Avec le reste, nous honorons des engagements internationaux. Il faut se rendre compte qu'arrêter

la production de sucre nous obligerait à en importer et liquiderait un de nos secteurs industriels: cette décision serait contreproductive".

L'idée d'investissements mixtes avec l'entreprise privée présente des avantages selon O. Nuñez, "du moment que les chefs d'entreprise sont prêts à rapatrier les capitaux qu'ils ont envoyés à l'étranger et à les investir ici. Ils veulent que l'Etat trouve les fonds et les leur prête sans qu'ils soient obligés de réinvestir les profits. Ce modèle économique a cessé d'exister au Nicaragua. Ici, la classe capitaliste est minoritaire dans le secteur privé. Ceux qui ont le plus de poids, non seulement par leur nombre mais aussi par la place qu'ils occupent dans la production, ce sont les petits et moyens agriculteurs, qui ne sont pas capitalistes, ni idéologiquement ni comme classe. Et même plus, ils ont leur place dans les objectifs de la révolution. Ils ont eu à exploiter certaines cultures, le maïs par exemple, et ils ont très bien fait leur travail. Ce sont eux qui affrontent le mieux la crise et c'est d'eux que nous devons davantage nous occuper".

Note: Orlando Nuñez: docteur en économie politique, sociologue, directeur du Centre de recherche et d'étude de la Réforme agraire (CIERA), directeur de la revue du ministère de l'agriculture "Revolución y desarrollo" a été le coordinateur de la Commission de l'autonomie chargée de mettre en place le processus d'autonomie de la Côte atlantique. Il a publié de nombreux ouvrages dont les trois derniers sont: "Democracia y revolución en las Americas" (prix Carlos Fonseca), "Transición y lucha de clase en Nicaragua", "La insurrección de la conciencia".

La Commission Sandford, créée en 1987 à l'initiative du sénateur démocrate Terry Sandford, a pour objectif la recherche, sur la base du consensus, d'une formule de développement économique pour l'Amérique centrale. Ses participants, de tous bords idéologiques, s'opposent à la politique belliqueuse menée par le gouvernement des Etats-Unis dans la région comme solution à la crise.

EL SALVADOR : PROPOSITION DE PAIX DU FMLN

Mexique, 24 nov. (ANN). Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) du Salvador a rendu public le 24 janvier à Mexico une proposition de paix qualifiée de "surprenante et audacieuse" par l'ensemble des observateurs politiques de la région. Compte tenu de son importance, nous reproduisons le texte intégral de ce document intitulé "proposition du FMLN pour faire des élections une contribution à la paix".

Le commandement général du FMLN considère :

1) que les cinq derniers scrutins n'ont pas résolu les problèmes fondamentaux du pays

2) que le peuple ne croit plus aux élections car il les considère frauduleuses et parce qu'elles ne peuvent pas mettre fin au conflit ni résoudre la très grave crise économique qui renforce la lutte sociale

3) que le pays est sous la dépendance totale des Etats-Unis, ce qui oblige les partis traditionnels, la Démocratie chrétienne et ARENA, à s'efforcer de plaire davantage au gouvernement des Etats-Unis qu'aux Salvadoriens

4) que la tendance à la fraude et la crise entre le pouvoir législatif, judiciaire, exécutif et militaire font du débat sur la loi électorale un problème insoluble, de telle sorte que les prochaines élections se transforment en détonateur d'une crise politique encore plus forte qui débouchera sur un vide définitif de pouvoir

5) que l'augmentation de la violence due à l'aggravation de la répression contre le peuple qui revendique des solutions à ses problèmes, place les forces armées devant un dilemme: déclencher un génocide et provoquer une insurrection ou attendre le vide du pouvoir et l'insurrection déchaînée par la faim

6) l'existence d'un contexte international dans lequel la majorité des conflits sont en cours de règlement par la voie négociée

Le FMLN, entreprenant d'ultimes efforts pour arrêter l'explosion sociale en donnant aux élections un objectif supérieur pour qu'elles contribuent à une paix durable, fait la proposition politique suivante: repousser les élections prévues pour le 19 mars et les faire dans un délai d'environ six mois. Il propose plus précisément la date du 15 septembre, jour de l'indépendance de la patrie. Ces élections se réaliseraient sur la base des engagements suivants:

1) arrêt immédiat des assassinats, des captures et de la répression contre les manifestations, les grèves et toute action du mouvement populaire; respect absolu de la part des forces armées de l'activité électorale de tous les partis

2) le jour du vote, retrait total dans les casernes de l'armée, des forces paramilitaires et des forces de sécurité, qui s'abstiendraient de toute participation aux élections (voir note)

3) participation de la convergence démocratique au conseil central des élections et formation d'un conseil de surveillance des élections composé d'organisations religieuses, humanitaires et civiles qui assureraient la préservation de l'ordre le jour du vote, convoqueraient et coordonneraient les observateurs internationaux

4) établissement d'un code électoral qui soit le fruit d'un consensus entre tous les partis

5) *droit de vote pour tous les Salvadoriens qui se trouvent à l'étranger et préparation, avec l'aide internationale, des conditions leur permettant d'exercer ce droit*

6) *le gouvernement des Etats-Unis doit rester en retrait du processus électoral et ne donner son appui à aucun parti*

Le FMLN assumerait les engagements suivants:

- *il respecterait l'activité des partis et organismes électoraux sur tout le territoire national*

- *il respecterait les maires si ceux-ci rompent leurs liens avec les plans de l'armée*

- *il décréterait une trêve qui commencerait deux jours avant les élections et se terminerait deux jours après; il retirerait ses forces des agglomérations et des lieux de vote*

- *il appellerait toute sa base sociale à participer au scrutin et convoquerait tout le peuple à soutenir la plate-forme de la convergence démocratique et à voter pour elle*

- *il reconnaîtrait la légitimité du résultat des élections*

- *il accepterait, afin de faciliter l'application de cette proposition, que l'actuel gouvernement se maintienne pendant toute la période de transition.*

Des élections qui se dérouleraient comme le propose le FMLN rendraient possible une solution politique irréversible du conflit et serait une très précieuse contribution au retour de la paix.

Cette proposition contient des éléments qui diffèrent de façon évidente des règles établies par les lois actuelles, que les forces au pouvoir s'accusent mutuellement de violer sans arrêt.

Nous appelons à mettre la paix au-dessus des lois en vigueur et nous signalons aux forces qui ont un pouvoir de décision que, si la guerre continue, leurs intérêts économiques et politiques courent à leur perte.

Les conditions dans lesquelles se déroulent les élections actuelles sont illégitimes. C'est pour cela que le FMLN les a rejetées. Tant que la situation ne sera pas modifiée, il maintiendra cette position et accompagnera le peuple dans son refus de ce scrutin. Le processus électoral actuel aggrave la guerre, notre proposition contribue à la paix.

Le FMLN lance un appel à toutes les forces sociales du pays pour qu'elles prennent position sur cette proposition et manifestent leur disposition à la discuter immédiatement avec le gouvernement, l'assemblée législative, les forces armées et tous les partis politiques.

L'archevêque de San Salvador, Mrg. Rivera y Damas, peut contribuer à cette concertation qui approfondirait l'effort pour le consensus national entrepris par l'Eglise.

El Salvador, le 23 janvier 1989.

Comandante Roberto Roca, comandante Leonel Gonzalez, comandante Schafik Handal, comandante Ferman Cienfuego, comandante Joaquín Villalobos.

Note: il s'agit de leur participation à la surveillance des élections, qui constitue un moyen de pression. Le droit de vote des militaires pourrait faire l'objet d'une remise en cause dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau code électoral demandé par le FMLN dans le point no 4 (ndlt).

EL SALVADOR : ENTRETIEN AVEC LE COMANDANTE V. SALVATIERRA (FMLN)

par Felipe Jaime

Managua, janvier (ANN). Au Salvador après presque dix ans de guerre avec les régimes qui se sont succédé, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a présenté cette semaine une proposition électorale. D'après des observateurs, la proposition électorale faite par le FMLN pourrait changer radicalement le cours du conflit et même mettre fin à la guerre qui a causé jusqu'à présent plus de 60'000 victimes.

Venancio Salvatierra, commandant du FMLN et membre de la commission politique et diplomatique de cette organisation, a accordé un entretien à l'ANN, quelques heures après avoir confié officiellement le document des insurgés à l'archevêque Arturo Rivera pour qu'il le remette au président salvadorien, José Napoleon Duarte. Le parlement et d'autres secteurs sociaux du Salvador en ont également reçu la copie.

ANN: Commandant, pourquoi présentez-vous cette proposition maintenant? d'où vient la décision du FMLN ?

Salvatierra: Le Salvador est au bord d'une explosion sociale généralisée et le FMLN prétend l'éviter, non pas parce que nous ne voulons pas continuer le combat, mais parce que nous essayons d'en diminuer le coût social et matériel. Nous souhaitons démontrer qu'il y a d'autres voies qui mènent au triomphe du peuple et au changement social.

Nous sommes la première force politique du pays et si notre proposition est acceptée nous remporterons sans aucun doute les élections. Nous offrons aux secteurs opposés au FMLN ce qu'eux-mêmes avaient suggéré. En effet, ils ont prétendu que nous voulions remporter avec

les armes ce que nous ne pouvions pas obtenir par la lutte électorale. Hé bien, nous sommes d'accord ! Allons aux urnes dans des conditions adéquates !

ANN: Comment participeriez-vous aux élections ?

Salvatierra: Nous soutiendrons et appellerons à voter pour la convergence démocratique (CD) et leur programme. Nous nous engageons à respecter et à accepter le gouvernement qui sera élu. Nous négocierons également avec ce gouvernement le cessez-le-feu.

Nous reconnaissons le nouveau gouvernement, quel que soit celui qui l'emporte, même si c'est le parti de l'extrême-droite, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA).

ANN: En quoi les élections du 15 septembre seraient-elles différentes des précédents processus électoraux ?

Salvatierra: Elles seraient différentes parce que nous proposons qu'il y ait toutes les garanties afin que ce soient des élections libres et démocratiques. Jusqu'à présent, nous n'avons pas connu de telles élections. Nous demandons par exemple la non-ingérence des Etats-Unis et ceci est un fait nouveau, car lors des cinq élections précédentes, la main de Washington a toujours été présente.

ANN: Au cas où la position du FMLN ne serait pas acceptée, boycotteriez-vous les élections de mars ?

Salvatierra: Je répète que nous souhaitons éviter l'explosion sociale. Mais si notre initiative électorale est repoussée, le FMLN conduira de toutes manières le peuple au pouvoir. Nous espérons que le gouvernement acceptera mais dans le cas contraire, les règles du jeu seront les mêmes qu'avant: nous continuerons à combattre les armes à la main.

ANN: Le choix de la voie électorale remet-il en cause la révolution ?

Salvatierra: Le problème initial est la prise du pouvoir. Nous sommes certains que dans des élections, avec des règles du jeu différentes, nous prendrions le pouvoir, bien que nous soyons également prêts à le faire de manière violente.

Mais il faut penser que pour la construction d'une société nouvelle, on se fonde sur la quantité de ressources humaines et matérielles existantes et que la guerre détruit ces ressources. Plus nous l'éviterons, mieux nous pourrions construire l'avenir. La prise du pouvoir est ce qui garantit le changement structurel. Participer aux élections est une voie alternative pour prendre le pouvoir.

ANN: Avec les élections, quelles sont les perspectives du changement structurel ?

Salvatierra: La convergence démocratique, composée du Mouvement national révolutionnaire, du Mouvement populaire social-chrétien, du Parti social-démocrate et du FMLN a étudié les problèmes du pays et propose des solutions. Bien sûr, nous ne résoudrons pas tout du jour au lendemain. Nous devons non seulement garantir le triomphe mais encore avoir un programme pour transformer la structure sociale.

ANN: La proposition pourrait-elle être la cause de divisions au sein du FMLN ?

Salvatierra: Le document a été discuté par toutes les organisations du FMLN, de telle sorte que le commandement général, au moment de lancer sa proposition, jouit du soutien total de toutes les organisations qui le composent : l'armée révolutionnaire du peuple, les forces populaires de libération, le parti communiste, la Résistance nationale et le parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains. Si cette décision a été prise, c'est justement grâce au degré d'unité atteint par le FMLN. En d'autres moments, cela aurait entraîné des problèmes.

ANN: Et par rapport à l'Eglise et à l'armée ?

Salvatierra: L'Eglise salvadorienne est très favorable à notre initiative. L'archevêque Arturo Rivas nous a manifesté que notre proposition offre les meilleures conditions de solution au conflit. Par ailleurs, nous savons qu'il y a au sein de l'armée des secteurs récalcitrants, mais qu'il y a aussi des secteurs pensants. Nous espérons qu'ils débattront de la proposition. Dans notre manifeste nous ne posons pas de conditions humiliantes pour les forces armées. Nous ne leur proposons pas leur propre défaite. Nous leur offrons une solution à la guerre.

ANN: Sur le plan international, quelle réaction concrète attendez-vous de Washington et des démarches de paix des présidents centraméricains ?

Salvatierra: Nous attendons des Etats-Unis que la nouvelle administration soit plus sensée que celle de Ronald Reagan et qu'elle comprenne que ce sont ses théories anti-insurrectionnelles qui sont en jeu au Salvador, qu'elles ont échoué, et que c'est à cause d'elles que Washington est en train de payer un prix assez élevé. Nous espérons que George Bush sera plus pragmatique et plus réaliste. En ce qui concerne Esquipulas, le FMLN a le sentiment d'offrir quelque chose de concret aux cinq présidents centraméricains afin de contribuer au processus de détente dans la région.

PRIME D'ENCOURAGEMENT POUR LES TRAVAILLEURS DE L'ANN

Depuis plusieurs mois, la direction de l'agence a mis en oeuvre une politique salariale qui récompense les travailleurs les plus zélés par une prime qui améliore leur maigre paye.

En raison de son caractère "improductif", l'agence de presse dispose d'une grille des salaires inférieure à celle des autres médias. L'activité commerciale de ceux-ci, "Barricada" et "El Nuevo Diario" grâce à l'édition, la chaîne de télévision grâce à la publicité, leur permet de dégager plus de recettes, dont bénéficie aussi le personnel. Privée de telles ressources, l'ANN doit s'en tenir aux salaires établis par le gouvernement, salaires qui se voient sévèrement affectés par la réalité économique.

Aussi l'ANN a-t-elle décidé de faire appel à la solidarité internationale pour créer un fonds d'entraide destiné à améliorer les salaires de ses employés. Depuis le mois d'octobre, 15 d'entre eux (sur un total de 50) ont reçu une prime substantielle.

Forte de ce premier succès, l'ANN souhaite poursuivre en 1989 cette action, tant auprès des amis résidant au Nicaragua que de ceux vivant à l'étranger.

L'allocation de la prime repose sur une évaluation précise en fonction de critères de responsabilité, engagement conscience professionnelle, créativité pour ce qui est de l'exécution de la tâche en soi, et en fonction de critères de fraternité et de "compañerismo" pour ce qui est de l'ambiance de travail; l'esprit collectif représente une valeur essentielle.

L'ambition de l'ANN ? Que le plus grand nombre d'employés de l'ANN puissent bénéficier de cette précieuse aide salariale. Le must ? Elargir le cercle des amis désireux de contribuer à ce fonds d'entraide.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Nouveaux prix d'abonnement
pour particuliers : sfr 135.--/ff 450.--
pour comités de solidarité : sfr 250.--/ff 700.--
pour institutions : sfr 350.--/ff 1'000.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP

8042 Zürich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite